

La crise, fin de partie de la domination capitaliste ?

L'Humanité, 3 avril 2020

Table ronde. Mireille Bruyère, Bernard Friot, Jean-Marie Harribey, Michel Husson\*.

La pandémie du coronavirus agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

La crise du coronavirus met-elle en cause l'organisation économique mondiale ?

Michel Husson Dans l'immédiat, c'est évident : l'épidémie conduit au gel d'une bonne partie de l'activité économique et perturbe les chaînes d'approvisionnement internationales. Il y a donc une remise en cause pratique de l'organisation de l'économie mondiale, et notamment de la dépendance exagérée à l'égard des fournisseurs étrangers. D'ailleurs, il y avait déjà, avant la crise, un certain freinage dans la mise en place des « chaînes de valeur globales ».

Bernard Friot Nous n'allons pas nous faire avoir comme en 2007. Nous ne pouvons récolter que le pire des « mobilisations générales » dans lesquelles nous enrôle la classe dirigeante pour nous faire taire. Seule une mobilisation venue des travailleurs qui refuseront de produire contre leur éthique sera efficace pour en finir avec le retour régulier de pandémies et bien d'autres oeuvres de mort liées à un rapport de plus en plus aberrant au vivant et à la nature dans la folle organisation capitaliste de la production.

Jean-Marie Harribey La rapidité et la facilité avec lesquelles le Covid-19 s'est répandu comme une traînée de poudre sont l'aboutissement du processus de production de valeur économique dans une chaîne dont les maillons sont unifiés par la circulation mondiale du capital. Celle-ci a fabriqué une telle division du travail dans le monde que la moindre rupture de maillon dans cette chaîne paralyse les échanges, les transports et l'approvisionnement en produits vitaux, en l'occurrence des masques de protection, des tests et des médicaments. La mondialisation prétendue heureuse aboutit à un désastre complet. Devant une économie en train de se tétaniser, les chantres du système répètent à l'envi qu'il s'agit d'une crise conjoncturelle, un choc « exogène ». Rien n'est plus faux, parce qu'elle se déroule sur fond de faillite du système productif capitaliste. Le désastre atteint une telle



\* Mireille Bruyère, maîtresse de conférences et membre des Économistes atterrés. Bernard Friot, sociologue et économiste. Jean-Marie Harribey, économiste, créateur de la revue *les Possibles*. Michel Husson, statisticien, membre du conseil scientifique d'Attac. Entretien croisé réalisé par Jérôme Skalski.

ampleur parce que la diminution des gains de productivité du travail, qui commande toujours *in fine* la rentabilité du capital, est concomitante de la difficulté à accéder aux ressources naturelles au fur et à mesure que la planète est dégradée et que la nature est réduite à un instrument sans vie et sans autonomie au service d'une entité « morte » par définition, le capital, comme disait Marx. Le capital ne peut indéfiniment dévaloriser sans vergogne ce qui fait sa propre dynamique, le travail humain, et saccager sans retenue ce qui constitue la base matérielle de sa croissance, la nature.

Mireille Bruyère L'apparition de ce nouveau coronavirus au sein d'économies mondialisées, rationalisées et financiarisées a révélé l'extrême fragilité du capitalisme actuel. Les sociétés découvrent à quel point la course folle de ce système pour la maximisation du profit et de la productivité les a conduites au bord de l'abîme en les privant des moyens réels de leur autonomie politique. Une autonomie qui devient vitale lors d'événements majeurs et imprévisibles, comme pour le Covid-19, et certainement de plus en plus fréquents avec le réchauffement climatique et l'effondrement du vivant. La situation économique n'est pas due au virus, mais le résultat de la destruction systémique des services publics et de la globalisation délirante des chaînes de production pilotées à distance par les grandes firmes globalisées et soutenues quoi qu'il en coûte par les États. Le virus, lui, n'impacte que la situation sanitaire.

*Cette crise peut-elle être l'occasion de transformations radicales mises en oeuvre collectivement de cette organisation ?*

Jean-Marie Harribey La dégradation progressive des services publics organisée par les politiques néolibérales nous a déshabillés face à une pandémie aussi brutale. Si nous voulons la vaincre et, à l'avenir, prévenir d'autres catastrophes, il est urgent d'investir massivement pour satisfaire les besoins de santé et, au-delà, tous les besoins sociaux comme l'éducation, le logement et la transition écologique. Le marché sans entraves conduit à la mort. Et les ordonnances accompagnant la loi d'urgence sanitaire défont le droit du travail et allongent la durée du travail. Marchandiser le travail, la terre et la monnaie sont mortifères pour la société, disait Polanyi.

Michel Husson D'un point de vue rationnel, la crise devrait conduire à une relocalisation d'un certain nombre de productions. Il ne faut pas compter pour autant sur un mouvement spontané : les multinationales seront certes conduites à reconfigurer ou diversifier leurs sources d'approvisionnement à la marge, mais elles feront tout pour préserver leur modèle économique. Deux questions se posent alors. La première est de savoir quelle est l'unité géographique optimale : le pays ou une zone plus étendue, par exemple l'Europe pour ce qui nous concerne ? Cette question est d'une grande importance politique : la sortie de crise risque en effet d'être marquée par un regain des idéologies souverainistes, ou au contraire de susciter une conception renouvelée de la coopération internationale. Malheureusement, les derniers développements montrent qu'à quelques exceptions près, les mesures prises ne portent pas à l'optimisme. Ce sera donc un enjeu important que de porter des projets de réorganisation coopérative au niveau européen et international.

Mireille Bruyère Pour l'instant, confinés et en état d'urgence sanitaire, nous sommes désarmés pour oeuvrer aux transformations radicales nécessaires. L'État se donne les moyens de maintenir son agenda néolibéral : contrôle de la population, suspension des contre-pouvoirs et protection du capital des grandes entreprises en concédant un soutien massif aux revenus. Les grandes entreprises comptent profiter de cette expérimentation à très grande échelle du télétravail pour évaluer les poches de rationalisation numériques possibles dans l'organisation du travail future, d'autant plus que nous ne savons pas comment nous allons sortir du confinement. La suspension de l'activité actuelle se double donc d'une tentative désespérée des grandes entreprises pour préserver leurs logiques productivistes et concurrentielles, qui nous ont conduits dans l'impasse.

Bernard Friot Trois transformations radicales s'imposent. Premièrement, le confinement laisse à poil les indépendants et génère un chômage partiel qui va réduire les salaires du privé ou des contractuels de l'État. Il est inhumain que les ressources des personnes dépendent de l'aléa de leur activité. Les fonctionnaires, eux, conservent leur salaire, lié à leur grade qui est un attribut de leur personne. Seul le salaire lié à la personne est libérateur. Il faut le généraliser de la majorité civile à la mort. Droit politique de tout adulte vivant sur le territoire national, le salaire à la personne, attribué à tous à 18 ans au niveau du Smic revendiqué - 1700 euros nets -, quel que soit le passé scolaire et le handicap, progressera par épreuves de qualification jusqu'à un plafond de 5 000 euros nets par exemple, sans diminution ni suppression possibles. Deuxièmement, la médiocrité de la réponse gouvernementale à la pandémie montre l'absurdité d'avoir fait dépendre notre production de groupes capitalistes indifférents à l'existence d'un tissu productif utile sur le territoire national, comme l'ont montré les exemples d'entreprises neuves fermées alors qu'elles produisent des masques ou des bouteilles d'oxygène. Les travailleurs - pas l'État ! - doivent devenir propriétaires de tout l'outil de production, les actionnaires doivent être évincés et les prêteurs capitalistes non remboursés. Troisièmement, les formes de la mobilisation doivent changer. Les travailleurs doivent, collectivement, refuser de produire des biens et services qu'ils désapprouvent et ne mettre leur compétence qu'au service du bien commun, en désobéissant chaque fois que nécessaire à leurs directions et en organisant comme ils l'entendent leur travail. Le déplacement de l'action syndicale vers la maîtrise collective du travail concret est une nécessité vitale et ce sera un levier pour éliminer les actionnaires et en finir avec l'application dans les services publics d'un management capitaliste destructeur.

*Qu'en est-il plus précisément de son aspect financier et monétaire ?*

Bernard Friot La propriété de tout l'outil par les travailleurs et le salaire lié à la personne supposent une forte socialisation du PIB : la moitié l'est déjà, et il faut aller encore plus loin. La valeur ajoutée des entreprises doit être affectée non plus à des rémunérations directes et au profit, mais à la cotisation à des caisses gérées par les travailleurs, comme l'a été le régime général de 1947 à 1967. Elles verseront les salaires et les prestations sociales et subventionneront l'investissement, y compris par création monétaire.

Jean-Marie Harribey En France, 45 milliards d'euros sont promis pour soutenir l'économie, 2000 milliards de dollars aux États-Unis, et le G7 parle de 5 000 milliards pour le monde entier. La France, l'Italie et l'Espagne seraient favorables à ce que des eurobonds soient émis, pour mutualiser les dettes

publiques, mais elles se heurtent à l'hostilité de l'Allemagne et des Pays-Bas. Dans tous les cas, il n'est envisagé que de faire appel à l'endettement auprès des marchés financiers. Et l'engagement de la BCE à racheter 1 000 milliards de dettes publiques et privées en 2020 poursuivra l'inondation des circuits financiers par des liquidités, sans remettre en cause la trajectoire antisociale et productiviste du capitalisme. Aussi, l'urgence est de retrouver la maîtrise collective du système bancaire : après que l'on a socialisé le secteur bancaire ou, tout au moins, constitué un pôle public significatif, on pourra envisager le financement direct des investissements publics de transition à taux zéro, si besoin est par création de monnaie par la Banque centrale.

Michel Husson Le coronavirus n'est pas venu contaminer un organisme sain, mais un organisme déjà atteint de maladies chroniques. La résolution de la crise précédente s'est faite de manière à revenir au « business as usual » : la pratique des rachats d'actions s'est développée, les distributions de dividendes ont explosé, la titrisation a repris son cours, l'endettement privé s'est considérablement alourdi, etc. Cette fois, la question va être posée de « confiner » la finance. Les institutions européennes sont en train d'abandonner une bonne partie de leurs règles de bonne conduite : la règle des 3 % est suspendue, et la BCE a déclenché le « bazooka » en prévoyant des rachats massifs de titres. On peut même envisager que l'on en vienne à des mesures encore plus hétérodoxes, comme la mutualisation des dettes souveraines, avec l'émission de « corona bonds », ou même à la monétarisation des dettes, voire à la « monnaie-hélicoptère ». Mais ces mesures seront conçues comme transitoires, et les appels à l'assainissement financier viendront ensuite justifier des politiques d'austérité au moins aussi brutales que celles que nous avons connues lors de la précédente crise. On voit bien qu'avec la suspension de pans entiers du Code du travail, certains préparent déjà le coup d'après. Il n'y aura donc pas d'ajustement spontané du capitalisme, et toutes ces questions sont au fond plus politiques qu'économiques : tout dépendra de la capacité des mouvements sociaux de mettre en avant des projets alternatifs. C'est aujourd'hui qu'il faut s'y préparer.

Mireille Bruyère La stratégie gouvernementale actuelle est financière. Elle soutient les entreprises en ouvrant grand les vannes du crédit et au report de charges. Elle vise à maintenir en l'état l'appareil productif et se donner les moyens d'une relance massive de la production après le confinement par la suspension de pans entiers du droit du travail. En outre, les gouvernements risquent ensuite de s'engager dans des politiques d'austérité pour rembourser les dettes. Cette reprise productive pourrait être terrible pour le monde du travail. Il faut proposer une autre sortie de crise. L'enjeu n'est pas monétaire et financier. Il n'est pas de relancer l'activité, mais de l'orienter radicalement vers un nouveau rapport de production plus égalitaire et écologique. Cela ne peut se faire qu'à la condition, d'une part, d'effacer une partie des dettes contractées durant la crise, car certaines pertes de chiffre d'affaires le seront définitivement, ce qui suppose une socialisation du secteur bancaire. Cela suppose, d'autre part, de conditionner les aides aux entreprises à un démantèlement des grandes entreprises multinationales et à leur réappropriation sociale, en transformant les entreprises privées soutenues en coopératives.

# L'Humanité des débats

LE BLOC-NOTES P. 21  
Jean-Emmanuel Ducoin :  
Privilège(s)

LA CHRONIQUE PHILO P. 21  
Cynthia Fleury :  
La bien(s)veillance

ENTRETIEN P. 22  
Frédéric Keck : « La pandémie est le signe  
que l'espèce humaine peut disparaître »

## TABLE RONDE

### La crise, fin de partie de la domination capitaliste ?

RAPPEL DES FAITS La pandémie du coronavirus agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.



La pandémie d'influenza due au coronavirus SARS-CoV-2, samedi 14 mars 2020.

Michael Husson  
Député,  
membre  
du conseil  
scientifique  
d'Atac

Bernard Friot  
Sociologue  
et économiste

Jean-Marie  
Harribey  
Économiste,  
coordonnateur  
de la revue  
Les Possibles

Mireille  
Bergère  
Maîtrise  
de conférences  
et membre  
des  
Economicistes  
associés

### La crise de coronavirus est-elle une révolution ?

La crise de coronavirus est-elle une révolution ? C'est la question que se pose Michael Husson, député et membre du conseil scientifique d'Atac. Il rappelle que la pandémie agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

L'urgence de la situation nous impose de nous interroger sur la pertinence de la pandémie. Mais elle est aussi un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

La pandémie de coronavirus est-elle une révolution ? C'est la question que se pose Michael Husson, député et membre du conseil scientifique d'Atac. Il rappelle que la pandémie agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

### RABRIQUE EN FRANCE

« On ne peut pas demander de déloger en France en attendant de ne pas en avoir eu besoin », déclare le député Jean-Marie Harribey.

La pandémie de coronavirus est-elle une révolution ? C'est la question que se pose Michael Husson, député et membre du conseil scientifique d'Atac. Il rappelle que la pandémie agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

## Table ronde

COVID-19



« D'un point de vue rationnel, la crise devrait conduire à une réallocation de certaines productions. »  
JEAN-EMMANUEL DUCOIN



« Le déploiement de l'action syndicale vers la maîtrise collective du travail concret est une nécessité vitale. »  
BERNARD FRIOT



« Le capital ne peut indéfiniment dévaloriser sans végétrer ce qui fait sa propre dynamique, le travail humain. »  
JEAN-MARIE HARRIBEY



« La stratégie gouvernementale soutient les entreprises en ouvrant grand les portes du crédit et du report de charges, ce qui est une erreur. »  
MIREILLE BERGÈRE

« D'un point de vue rationnel, la crise devrait conduire à une réallocation de certaines productions. » Jean-Emmanuel Ducoin, député et membre du conseil scientifique d'Atac, rappelle que la pandémie agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

« Le déploiement de l'action syndicale vers la maîtrise collective du travail concret est une nécessité vitale. » Bernard Friot, sociologue et économiste, rappelle que la pandémie agit comme un révélateur des impasses dans lesquelles est engagé le système capitaliste. Un état de choc mondial qui implique un renversement de ses tendances mortifères, exacerbées par le néolibéralisme.

REPORTAGE DE LAURENCE BARRON

PHOTOGRAPHIE DE MICHAEL O'NEILL